

Iran/Sanctions

# L'Iran dénonce l'"étranglement" par les Etats-Unis de son économie

AFP  
La Haye/Pays-Bas

L'IRAN a demandé lundi à la Cour internationale de Justice (CIJ) d'enjoindre aux Etats-Unis de suspendre leurs sanctions, dénonçant "l'étranglement" de son économie par les Américains.

Washington se "défendra vigoureusement" face à Téhéran, a peu après réagi le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Cette procédure engagée par l'Iran devant la CIJ, qui a son siège à La Haye, en vue de la levée des sanctions est "un dévoitement de la Cour", a-t-il estimé dans un communiqué, accusant ce pays de tenter d'"interférer avec les droits souverains des Etats-Unis à prendre des mesures légales, parmi lesquelles le rétablissement de sanctions, qui sont nécessaires à la protection de notre sécurité nationale". Selon les experts, Washington devrait plaider mardi l'incompétence de la Cour internationale de justice dans cette affaire. En ouverture de la procédure, la délégation iranienne a réclamé un traitement avec une "urgence extrême" de ce dossier au vu des "conséquences dramatiques" sur l'économie nationale. La CIJ devrait statuer sur



Photo : AFP/Getty Images

Mohsen Mohebi, représentant de l'Iran à la Haye, a dénoncé, la politique américaine visant, selon lui, à nuire son pays.

la fin provisoire des sanctions exigée par l'Iran dans les deux mois suivant le début des audiences, mais parvenir à une décision finale pourrait prendre des années. Les sanctions comprennent des blocages sur les transactions financières et les importations de matières premières, ainsi que des mesures pénalisantes sur les achats dans le secteur automobile et l'aviation commerciale.

"Les Etats-Unis propagent publiquement une politique visant à nuire le plus sévèrement possible à l'économie iranienne", a déclaré Mohsen Mohebi, représentant de l'Iran et conseiller juridique, après que le rial iranien a

perdu environ la moitié de sa valeur depuis avril. Au cours des audiences, qui doivent durer quatre jours, la République islamique demandera à la Cour d'obtenir la suspension de l'application des sanctions, avant que les juges du principal organe judiciaire de l'ONU ne se prononcent, ultérieurement, sur le fond de l'affaire.

La réintroduction des sanctions annoncée par Donald Trump "n'est rien d'autre qu'une agression économique flagrante contre mon pays", a déclaré M. Mohebi, ajoutant que "l'Iran opposera la plus forte résistance à l'étranglement économique américain, par

tous les moyens pacifiques".

"L'objet affirmé de l'action américaine est d'étouffer l'économie iranienne en quelques mois seulement en mettant en oeuvre une campagne déterminée", a insisté Jean-Marc Thouvenin, professeur à l'Université de Nanterre, près de Paris.

En mai, le président américain a retiré son pays de l'accord sur le nucléaire, signé par Téhéran et les grandes puissances en 2015. L'Iran s'y engage à ne jamais chercher à se doter de l'arme atomique. Ce retrait a marqué le rétablissement de sanctions américaines sévères envers la République isla-

mique, jusque-là suspendues en vertu de l'accord international.

N'ayant "pas eu d'autre choix que de saisir la CIJ après avoir cherché en vain une solution diplomatique", Téhéran a engagé une procédure en juillet, souhaitant "mettre fin sans délai" à ces mesures, a poursuivi M. Mohebi.

Traité d'amitié

L'Iran affirme que les actions des Etats-Unis sont des "violations flagrantes" des dispositions du traité américano-iranien de 1955, qui prévoit des "relations amicales" entre les deux nations et encourage les échanges commerciaux.

Pourtant, l'Iran et les Etats-Unis n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis 1980.

Les premières sanctions américaines, qui ont été prises début août, seront suivies en novembre d'autres mesures affectant le secteur pétrolier et gazier, qui joue un rôle capital dans l'économie iranienne.

Plusieurs sociétés internationales, dont la Française Total et l'Allemande Daimler ainsi que les compagnies aériennes British Airways et Air France, ont déjà annoncé la fin de leurs activités en Iran.

L'Afrique en bref

Afrique du Sud : Première visite de Theresa May en Afrique subsaharienne  
La Première ministre bri-



Photo : AFP

tannique Theresa May entamera mardi en Afrique du Sud sa première tournée en Afrique qui l'emmènera également au Nigeria et au Kenya pour des discussions consacrées à la sécurité et, dans la perspective du Brexit, au commerce. Il s'agira de la première visite d'un Premier ministre britannique en Afrique subsaharienne depuis 2013.

Namibie : Après l'Afrique du Sud, la Namibie veut engager une réforme agraire

La Namibie va imiter son grand voisin d'Afrique du Sud en engageant une réforme agraire qui autorisera les expropriations afin de corriger les inégalités foncières héritées de son époque coloniale, a annoncé son président, Hage Geingob.

A travers le monde

Iran : Le président Rohani cerné par les critiques  
Confronté au mécontente-



Photo : AFP

ment populaire, aux attaques de ses adversaires politiques et de milieux religieux, le président Hassan Rohani apparaît cerné par les critiques, à la veille d'une convocation inédite au Parlement pour s'expliquer sur le marasme économique. Le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire signé en 2015 et le récent rétablissement de sanctions a renforcé ces difficultés économiques et fragilisé le président modéré, réélu l'année dernière après un premier mandat de quatre ans.

Bosnie : Des journalistes manifestent en Bosnie après l'agression d'un reporter

Des journalistes bosniaques ont demandé lundi à la justice d'intervenir après l'agression violente dimanche soir d'un reporter serbe de Bosnie qui couvre des manifestations politiques. Agressé près de son domicile par deux individus cagoulés à Banja Luka (nord-ouest de la Bosnie) alors qu'il revenait d'une manifestation, Vladimir Kovacevic souffre de blessures à la tête et a été hospitalisé, ont rapporté lundi des médias.

Corée du Nord/Nucléaire

# Pyongyang retourne à une rhétorique agressive vis-à-vis de Washington

AFP  
Pyongyang/Corée du Nord

Les relations se crispent de nouveau entre la Corée du Nord et les Etats-Unis : un journal officiel du régime a accusé ce dimanche les Etats-Unis de duplicité et de « manigancer un complot criminel ». Ces accusations surviennent deux jours après l'annulation par Washington d'une visite à Pyongyang du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, prévue en septembre.

LA Corée du Nord accuse des forces spéciales américaines basées au Japon d'avoir organisé des exercices aériens simulant « une infiltration de Pyongyang ». Elle assure aussi que d'autres unités spéciales ont été déployées



Photo : AFP/L'Union

Le président Trump a annulé la visite de Mike Pompeo en Corée du Nord.

en Corée du Sud par sous-marin.

Le quotidien du Parti des travailleurs nord-coréen en conclut qu'il est impossible de « prendre au sérieux le double jeu des Etats-Unis, qui orchestrent des manœuvres secrètes avec des commandos d'assassins

tout en ayant un dialogue le sourire aux lèvres ».

L'ambassadeur américain à Séoul, un ancien amiral, assure de son côté ne pas avoir connaissance de cet exercice.

Le régime fait ainsi monter la pression après l'annulation de la visite de Mike Pompeo à Pyon-



Photo : AFP

Pendant ce temps, le régime de Kim Jong-Un accuse les forces spéciales américaines d'avoir organisé des exercices aériens simulant une "infiltration de Pyongyang".

gyang. Depuis plusieurs mois, les pourparlers nucléaires n'avancent pas : la Corée du Nord veut signer une déclaration de paix, mais les Etats-Unis exigent d'abord des mesures concrètes de démantèlement.

A Séoul, le gouvernement se veut optimiste : il a dé-

claré dimanche qu'il continuerait de discuter avec son allié américain pour maintenir « en vie » les négociations.

La Corée du Sud entend toujours relancer les projets de coopération avec le Nord, et son président est attendu à Pyongyang le mois prochain.